

Restez toujours informés avec

LE CLUB DU DROIT SOCIAL

Formation trimestrielle sur l'actualité du Droit Social



LE CLUB DU DROIT SOCIAL

Année 2022

PUBLIC CONCERNÉ

Dirigeants d'entreprise, DRH, RRH, collaborateurs du service RH, gestionnaires de paye, responsable administratif et financier, collaborateurs de cabinet comptable, etc...

La formation est totalement accessible aux personnes handicapées. En cas de question sur le sujet, vous pouvez nous contacter aux coordonnées figurant en bas de première page.

NIVEAU DE CONNAISSANCE PREALABLE

Expérience en gestion des relations sociales ou en gestion de la paie.

Connaître les besoins des PME-PMI dans ces domaines.

FINALITES DE LA FORMATION

Se tenir informé de l'actualité juridique en droit du travail, en droit de la sécurité sociale et de la protection sociale (retraite et prévoyance).

Être alerté sur les évolutions juridiques relatives à ces sujets et leurs conséquences pratiques au niveau de l'entreprise ou dans la gestion du personnel.

Créer des échanges avec d'autres participants confrontés aux mêmes préoccupations.

OBJECTIFS PEDAGOGIQUES

Actualiser ses connaissances en droit du travail, en droit de la sécurité sociale et de la protection sociale (retraite et prévoyance).

MODALITÉS

Le Club du Droit Social est un stage d'actualité juridique.

Les thématiques abordées au cours de l'année seront déterminées en fonction de cette actualité et de l'intérêt pratique pour les participants. Le programme est donc fixé quelques jours avant chaque session.

Lors de chaque session : focus sur un thème en lien avec l'actualité ou sollicité par les participants.

EVALUATION

Feuille d'émargement à signer par les participants et l'intervenant par demi-journée de formation.

Evaluation de l'action de formation à chaud.

Questionnaires d'évaluation des acquis en fin de chaque journée.

Remise d'une attestation individuelle de formation à la fin de l'année.

2



METHODES ET MOYENS PEDAGOGIQUES

Examen des nouveautés légales et règlementaires

Analyse de la jurisprudence récente

Etude de cas pratiques – ateliers - challenges

Focus sur un thème particulier

Confrontation des expériences des participants et des animateurs

Durée : 4 jours de 7 heures, soit 28 heures de formation

Lieux et calendrier 2022 :

• ALBI – RODEZ 1: 15 mars, 14 juin, 13 septembre, 13 décembre

• CASTRES: 17 mars, 16 juin, 15 septembre, 15 décembre

Nouveauté 2022 : Session en distanciel

Possible sur demande en cas d'empêchement

Pour les participants inscrits à Castres ou à Albi

La session du mardi sera alors accessible à distance

Horaires: 9h00 - 12h30 / 14h00 - 17h30

Prix: 1.490 € HT (hors frais de restauration), soit 1.788 € TTC

Prix identique si vous inscrivez deux personnes de votre entreprise.

CO-ANIMATION

Dominique BESSE - Avocat au Barreau d'ALBI - Spécialiste en Droit du Travail et en Droit de la Sécurité Sociale et de la Protection sociale.

Nicolas VIALARET – Avocat au Barreau de CASTRES - Spécialiste en Droit du Travail.

PROGRAMME

Actualité juridique trimestrielle en droit du travail, en droit de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Traitement théorique et pratique d'un thème déterminé dans ces matières.

Page 3/4 Version 01/2022

¹ Deux sessions dans chaque ville



THEMATIQUES

(Liste non exhaustive)

SOURCES JURIDIQUE

Lois, décrets et autres textes règlementaires Accords nationaux Conventions collectives Accords d'entreprises Décisions unilatérales, usages Contrat

EMBAUCHE

Les règles du recrutement Type de contrat (CDD, CDI, CTT, apprentissage...) Les mentions du contrat Formalités liées à l'embauche Informations obligatoires du salarié Formation

GESTION DU PERSONNEL

Application du contrat de travail
Modification du contrat de travail
Gestion des absences (maladie, congés, etc...)
Durée du travail
Rémunération et épargne salariale
Formation professionnelle
Négociation collective

HYGIENE SECURITE DISCIPLINE

Règlement intérieur
Procédure disciplinaire
Différentes sanctions
Accidents du Travail (Prévention,
Gestion....)
Sécurité des salariés
Délégation de pouvoir

DROIT DE L'EMPLOI

Emplois aidés
Aides à l'embauche
Chômage total
Activité partielle
Travail illégal
Relations avec l'administration
Détachement - Expatriation

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Les licenciements (procédure, motif...)
La démission
La rupture conventionnelle
La prise d'acte
La résiliation judiciaire
La mise à la retraite
Le départ à la retraite

REPRESENTANTS PERSONNEL

Différentes institutions représentatives Elections - désignation Missions - attributions - moyens Particularités de gestion du personnel Protection

DROIT DE LA SECURITE SOCIALE

Paye et les déclarations sociales
Assiette des cotisations
Contrôle URSSAF et son contentieux
Retraites de base, complémentaires et
supplémentaires
Prévoyance complémentaire d'entreprise

4

DU